



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
DIFFUSION IMMÉDIATE

6 mai 2010

Un organisme de promotion des services de garde dénonce les compressions financières du fédéral dans le domaine de la recherche sociale

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE) ajoute sa voix à celle d'autres groupes pour dénoncer les coupes récentes dans le financement de plusieurs groupes de femme, dont l'Institut canadien de recherche sur les femmes, la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick et d'autres.

« Ces organisations sont tout simplement les dernières victimes des frappes de Monsieur Harper », soutient Susan Harney, porte-parole de l'ACPSGE. « Notre organisme a cessé de recevoir des fonds fédéraux pour des projets de recherche sociale et d'éducation publique en mars 2008, et ce, en dépit de notre rendement antérieur et de notre constance à produire des résultats ».

L'ACPSGE a toujours été une petite organisation. Toutefois, la perte des fonds fédéraux l'a obligée à mettre son personnel à pied et à avoir recours de plus en plus à des bénévoles, notamment des femmes, pour surveiller les progrès du Canada en matière de services de garde à l'enfance.

« Ces coupes financières ont des conséquences sérieuses pour la démocratie au Canada », conclut Madame Harney. « Nos gouvernements ont signé des ententes internationales relatives aux droits des femmes et des enfants. Ils se sont engagés à fournir des services de garde de qualité et abordables, et à favoriser un dialogue soutenu sur l'importance déterminante de la qualité dans le domaine de la petite enfance. La mobilisation des gens pour qu'ils encouragent le Canada à respecter ces engagements repose sur un secteur sans but lucratif dynamique ».¹

-30-

Personne-ressource

Susan Harney – (604)532-5367 et (604)561-2391 (cellulaire)

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE) travaille à assurer le droit de tous les enfants à un système de services de garde de qualité, sans but lucratif, abordable et financé par l'État. L'ACPSGE est un organisme sans but lucratif composé de membres et représentatif à l'échelle régionale.

¹ cf. ¹ extrait de l'Observation générale numéro 7 du Comité des droits de l'enfant (Convention onusienne relative aux droits de l'enfant) : Le Comité engage tous les États parties, les organisations intergouvernementales, les ONG, les universitaires, les groupes professionnels et les communautés de base [...] à poursuivre un dialogue au niveau décisionnel le plus élevé et des travaux de recherche aux niveaux international, national, régional et local, sur l'importance déterminante des aspects qualitatifs du développement de la petite enfance.